

UN CHAMPION DE LA PROTECTION DES OCÉANS

Le Prince Albert II de Monaco parle de sa passion pour les océans et de l'appui continu qu'il fournit aux activités de l'AIEA visant à protéger les océans. La Principauté héberge les Laboratoires de l'environnement de l'AIEA, créés en 1961 avec le concours de Monaco.

Qu'est-ce qui a suscité votre passion pour la protection des mers ?

Il y a manifestement un effet « héritage familial ». Mon arrière-grand-père, le Prince Albert I, avait une vision incroyable des sciences en général et de l'océanographie en particulier. La tâche remarquable qu'il a accomplie dans ce domaine perdure sous la forme du Musée océanographique de Monaco. Mais, bien sûr, cet intérêt me vient aussi de mon père, le Prince Rainier III, et des nombreuses initiatives de protection des mers qu'il a prises, essentiellement en mer Méditerranée.



Le fait de grandir au bord de la mer vous encourage-t-il à la protéger ?

Il est clair que plus vous connaissez les océans ou notre mer à nous, la Méditerranée, plus vous voulez les protéger. Vivre au bord de la mer et être en contact avec elle à un très jeune âge ne peut que vous inciter à en apprendre davantage à son sujet et à trouver des moyens innovants de la protéger. De plus, la situation géographique exceptionnelle de mon pays m'a encouragé à m'intéresser de près au thème de la protection des mers.

Un an après votre accession au trône en 2006, vous avez créé votre propre fondation. Qu'est-ce qui vous y a incité ?

Je me suis familiarisé avec différents problèmes environnementaux dès ma jeunesse, mais je pense qu'un des moments décisifs a été le Sommet « Planète Terre » à Rio, en 1992, auquel je me suis rendu en compagnie de mon père. En y assistant, j'ai pris davantage conscience de différents problèmes environnementaux, concernant non seulement les océans mais aussi le changement climatique, les gaz à effet de serre et la déforestation. J'ai ensuite tenté à mon niveau et avec nos différents organismes installés ici à Monaco de travailler davantage sur ces questions. Mais bien avant 2006, je voulais créer une sorte de fondation, quelque chose de plus personnel. Je suppose qu'après le sommet de Rio j'ai finalement ressenti l'urgence de le faire après ces années de gestation.

Le Prince Albert II de Monaco (à gauche) est un fervent défenseur de l'environnement, qui soutient les Laboratoires de l'environnement de l'AIEA et leurs travaux, participe à des expéditions maritimes dans l'Arctique et procède même à des dissections de mollusques avec des scientifiques de l'AIEA. (Photo : Jean Jaubert)

Quel est l'axe principal de la fondation ?

Les trois grands piliers en sont la biodiversité, l'eau et le changement climatique. Les trois régions principales sur lesquelles nous essayons de nous concentrer sont le bassin de la mer Méditerranée, les pays les moins développés, qui comptent un grand nombre de pays africains, et les régions polaires. Je suis très heureux de voir comment la fondation se développe depuis 7 ans. Nous participons maintenant à plus de 203 projets dans 40 pays différents et avons des partenariats avec de nombreux organismes, dont la Fondation pour les Nations Unies, le Groupe sur le climat et le WWF.

Loin de vous contenter d'utiliser votre nom et votre titre pour attirer l'attention sur ces questions, vous en acquérez en réalité une expérience directe. Dans quelle mesure est-ce important pour vous ?

Je pense que c'est très important non seulement d'avoir une meilleure connaissance des différentes questions sur le terrain, mais aussi de pouvoir rencontrer les populations locales que nous essayons d'aider au moyen de ces différents programmes, qu'ils soient menés sur terre ou en mer. Je ne le fais pas pour moi. Je le fais parce que les objectifs que nous poursuivons m'intéressent et me tiennent beaucoup à cœur, mais aussi pour que la

fondation gagne en visibilité et pour montrer que nous accordons à ces différents programmes toute l'attention qu'ils méritent.

De quelle manière votre gouvernement appuie-t-il les travaux de l'AIEA ?

Il existe une collaboration de longue date entre Monaco et l'AIEA qui remonte au début des années 1960. Nous collaborions par le biais de notre Centre scientifique, celui de Monaco, et il a été décidé que la création d'un Laboratoire de l'environnement marin de l'AIEA, maintenant appelé Laboratoires de l'environnement de l'AIEA, ici à Monaco, pouvait encore resserrer cette coopération. Les recherches qui y sont menées sont absolument extraordinaires et nous sommes très fiers et honorés d'avoir ce partenariat étroit avec eux, qui ne peut qu'être appelé à se développer davantage à l'avenir.

Pourquoi pensez-vous qu'il est bénéfique pour l'AIEA d'avoir ses laboratoires de l'environnement ici à Monaco ?

Nous étudions depuis longtemps les sciences marines, et de ce fait nous sommes autant crédibles que d'autres sites qui mènent des recherches scientifiques dans ce domaine. Compte tenu de ces antécédents et de l'équipe de scientifiques constituée au Centre scientifique de Monaco, nous avons pu établir cette coopération de travail avec l'AIEA. En outre, Monaco est un petit pays directement concerné par les problèmes affectant le milieu marin, du fait de son emplacement. Sa taille est un atout pour tester les nouvelles pratiques environnementales et les mettre en application. De plus, mon pays est apolitique. Ainsi, quand nous organisons des débats ou des conférences, un seul intérêt nous motive, la protection de l'environnement. Ceci est fondamental et rend crédible notre approche des questions environnementales sur la scène internationale.

Vous soutenez aussi les travaux de recherche de l'AIEA sur l'acidification des océans. Vous avez inspiré la Déclaration de Monaco sur l'acidification des océans en 2008. Quel en était l'objectif ?

Nous voulions attirer l'attention de la communauté internationale sur l'acidification des océans. Les émissions croissantes de CO₂ dues aux activités humaines constituent une menace majeure pour l'environnement marin. 50 % du CO₂ produit par les êtres humains au cours des 200 dernières années ont été absorbés par les océans. Plus le niveau de CO₂ est élevé, plus grande est l'acidité des océans. Cette acidification perturbera l'équilibre des océans et affectera les réserves de biodiversité, comme par exemple les écosystèmes des récifs coralliens.

Sur quoi la Déclaration a-t-elle débouché, avons-nous progressé dans notre compréhension de la question ?

Je pense que la Déclaration et la réunion qui en a été à l'origine ont eu une importance primordiale – non seulement en termes de sensibilisation à la question, dont très peu de gens en dehors de la communauté scientifique avaient entendu parler, mais aussi pour que nous ayons l'assurance d'une identité de vues des scientifiques de 26 pays différents sur la nature des dangers, cernions mieux les problèmes et orientations les recherches afin d'avoir une meilleure compréhension de la dynamique du processus d'acidification des océans. Je constate avec grand plaisir que la Déclaration est considérée comme une étape tremplin majeure vers une sensibilisation accrue non seulement de la communauté scientifique mais aussi du grand public.

Malgré vos efforts, les mers sont toujours surexploitées. Pensez-vous que la situation puisse vraiment s'améliorer ?

Je pense que nous sommes actuellement à la croisée des chemins et que nous avons très peu de temps pour renverser les différentes tendances qui affectent nos mers et océans – que ce soit l'acidification des océans, la surpêche, la pollution excessive et le non traitement des différentes eaux usées. Les pressions sur les écosystèmes marins ne cessent de s'accroître, et la gestion durable des ressources marines est maintenant un enjeu mondial majeur. La population mondiale s'accroît et la plupart des gens vivent dans des villes situées sur le littoral, aggravant la pression sur les océans. Le changement climatique et l'acidification des océans ont pour conséquences d'ébranler davantage le fragile équilibre des écosystèmes et de la biodiversité des océans. Œuvrer à l'amélioration de la situation, tels sont mes engagements personnels et la politique de mon gouvernement.

Entretien mené par Louise Potterton, Division de l'information de l'AIEA